

# Pas d'industrie sans services publics

## Pas de services publics sans industrie

Le 21 mars, tous ensemble pour la ré-industrialisation et les services publics.

L'industrie française est en déclin depuis plusieurs décennies dépassant à peine 10% du PIB en 2016 contre 16% en Europe et 23% en Allemagne. L'emploi industriel a reculé de près de 25% en 15 ans.



Dans le tarn, l'emploi industriel c'est 16 761 salariés pour environ 2500 établissements, l'industrie est encore bien présente et regroupe 14% de l'emploi départemental.

⇒ **Sans industrie** : moins d'activité économique, moins de richesses pour les territoires, plus de chômage, de précarité et de bas salaires.

⇒ **Industrie et services publics vont de pair.**

L'installation d'entreprises est facilitée par les infrastructures existantes en terme de réseaux routier, ferroviaire, télécommunication, mais également par la présence des services publics de proximité tels que l'école, la poste, la santé, la culture, les loisirs...



Mais depuis 2007, plus de 2000 emplois industriels ont été perdus. Avec un taux de chômage de 10,4% et des revenus médians faibles (plus de la moitié des ménages tarnais gagnent moins de 18 700 euros par an) le tarn fait partie des départements français les plus pauvres.

Malgré une légère reprise de l'emploi, l'emploi industriel stagne, voire baisse. Il repose trop sur l'industrie pharmaceutique qui peut impacter très fortement le niveau d'emploi et l'activité économique du département lorsqu'un plan de licenciement est engagé comme il y a deux ans au Laboratoire Fabre.

Des entreprises et PME sont dynamiques telles que la SAFRA, la SAPA LACAL, VOA, VALEO, COMAU,... mais elles souffrent souvent d'un manque d'investissements durables. Elles se retrouvent alors sous financement étranger et à la merci de décisions d'actionnaires, de fonds d'investissement ou de pension qui sont motivés principalement par le versement de dividendes à leurs actionnaires et leur retour sur investissement.

Subissant la politique d'austérité, les services publics sont mis à mal :

- fermeture et suppression de certains sites ou services : bureaux de poste, trésorerie, école, services et lits dans les hôpitaux,... qui entraînent une baisse du service à l'utilisateur.
- désengagement de l'état (décentralisation) qui provoque un développement économique inégal des territoires (routes, voies ferrées,...)
- suppression de postes et emplois
- privatisation de certains services comme par exemple avec le projet d'une autoroute payante entre Castres et Toulouse au dépend d'une 4 voies gratuites.

Afin de relancer l'industrie, la CGT propose de soutenir les TPE/PME et de responsabiliser les multinationales :

- Centrer les aides sur les TPE/PME et les conditionner à l'investissement, la recherche et les créations d'emplois.
- Lutter contre la fraude fiscale des multinationales qui ne paient aucun impôt en France
- Mettre en place des prêts à taux zéro pour les entreprises qui créent des emplois et renforcer la Banque Publique d'Investissement (BPI)
- Interdire la sous-traitance en cascade et harmoniser les droits des salarié-e-s des entreprises sous-traitantes avec ceux des entreprises donneuses d'ordres.

La CGT propose un nouveau modèle de développement :

- Anticiper les transformations avec une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de territoire et de branche et un investissement massif dans la formation
- Investir dans la recherche publique et privée
- Faire primer les critères sociaux, environnementaux et fiscaux sur le libre échange pour relocaliser la production
- Développer les circuits courts, l'économie circulaire et l'écoconception des objets en y conditionnant l'attribution des marchés publics
- Investir dans les économies renouvelables et les économies d'énergie (isolation des logements et bâtiments publics...)
- Lancer un plan de modernisation des infrastructures et développer le fret ferroviaire
- Utiliser les technologies numériques pour établir « la carte des conditions sociales et environnementales » de fabrication de tous les objets et ainsi garantir le respect des normes sociales internationales, combattre le moins-disant social et protéger la planète.



**Le mardi 21 mars, l'Union Départementale CGT, appelle à des distributions de tracts et des « casses croûtes militants » :**

**⇒ A Castres rond point de Mélou entre 12h et 14h**

**⇒ A Albi, place du Vigan, entre 12h et 14h**

### Bulletin d'adhésion

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Courriel : ..... Téléphone : .....

**A retourner : CGT Tarn 9 Place Fernand Pelloutier 81000 Albi**